

Policy Brief

J a n v i e r 2 0 2 2

La politique étrangère de la République démocratique du Congo sous la présidence Tshisekedi : entre ambition de refonte et volontarisme diplomatique

Par Oussama Tayebi

PB - 02/22

Le président Tshisekedi a initié, à partir de 2019, une refonte significative de la politique étrangère de la République démocratique du Congo (RDC) et des objectifs qui lui sont assignés. Cette redéfinition stratégique, marquée par un important activisme sur les plans international et continental, a permis à la RDC de briser l'isolement diplomatique auquel elle faisait face depuis 2016, de reprendre la coopération avec plusieurs partenaires importants et de redynamiser sa présence au sein des organisations internationales et des Communautés économiques régionales. Ce Policy Brief vise à analyser les fondements de cette nouvelle approche en matière de politique étrangère ainsi qu'à établir un bilan des actions entreprises par la RDC sur le plan extérieur depuis l'alternance.



THINK • STIMULATE • BRIDGE

INTRODUCTION

La République démocratique du Congo (RDC) a initié, à partir de 2019, sous l'impulsion du président Félix Tshisekedi, une redéfinition ambitieuse de son action diplomatique et de ses objectifs en matière de politique étrangère. Le chef de l'Etat congolais a ainsi souligné, dès son investiture en janvier 2019, sa volonté d'impulser une action garantissant une meilleure présence de la RDC dans les instances internationales, à la hauteur de ce qu'il considère être « la vocation naturelle du pays ». Il s'est dans ce cadre engagé à mener « une politique plus ambitieuse » au sein de l'Union africaine (UA) et à « redynamiser la présence de la RDC dans les organismes multilatéraux ». Cette nouvelle orientation en matière de politique étrangère fait suite à une période de relatif isolement, illustrée par le faible niveau de participation de la RDC aux sommets successifs de l'UA et autres organisations sous-régionales ainsi que par l'absence de représentation au niveau des organes décisionnels de ces organisations. Cette période de repli, observée lors du dernier mandat de l'ancien président Joseph Kabila, a également vu l'annonce par les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) de sanctions visant des responsables congolais à la suite du blocage de l'Accord de la Saint-Sylvestre et du glissement en 2016 du calendrier électoral. Ces sanctions ont eu un impact négatif sur la coopération avec certains partenaires importants de la RDC, notamment dans le domaine sécuritaire et militaire. La détérioration de la relation entre le gouvernement congolais et la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) d'autre part a marqué cette période.

La rupture souhaitée par le président Tshisekedi avec cet isolement s'est manifestée par une ouverture diplomatique tous azimuts. Ce recentrage s'explique en grande partie par des considérations politiques internes. L'accent ainsi mis en début de mandat sur les questions de politique extérieure est dû pour beaucoup au blocage observé dans les négociations pour la formation du gouvernement et, par la suite, à la difficile cohabitation entre le président et le gouvernement Ilunga, formé en majorité par des ministres apparentés à la plateforme politique de l'ancien président Kabila. Les nombreux blocages institutionnels provoqués par cette difficile cohabitation ont poussé le président à multiplier les initiatives diplomatiques.

Par ailleurs, l'activisme diplomatique impulsé par le président avait au début pour principal objectif de dissiper les doutes exprimés par des organisations régionales et certains partenaires de la RDC sur la légitimité du processus électoral et des résultats officiels de l'élection présidentielle du 30 décembre 2018. Il est important de rappeler que l'annonce des résultats avait été contestée par le candidat de la plateforme Lamuka Martin Fayulu et que l'UA avait émis « des doutes sérieux sur la conformité des résultats provisoires »¹ proclamés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Le président rwandais, Paul Kagame, qui assurait la présidence tournante de l'organisation continentale avait ainsi convoqué une réunion de haut niveau sur la situation post-électorale en RDC. Cette réunion, à laquelle avaient pris part plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que des représentants des principales organisations sous-régionales africaines avait demandé dans son communiqué final « la suspension de la proclamation des résultats définitifs des élections ». Il était également prévu qu'une délégation de haut niveau conduite par le président rwandais et le président de la Commission de l'UA se déplace à Kinshasa pour discuter de ces questions. Une situation complexe que le président congolais a pu dépasser

1. Communiqué of the High-Level Consultative Meeting of Heads of State and Government on the situation in the Democratic Republic of the Congo <https://au.int/en/pressreleases/20190117/communique-high-level-consultative-meeting-heads-state-and-government>

en initiant, soit directement ou à travers des émissaires, des contacts avec certains de ses pairs au niveau de la sous-région et du continent. La participation, en février 2019, de Félix Tshisekedi aux travaux du 32^{ème} sommet de l'Union africaine, couronnée par l'élection du président congolais au poste de deuxième Vice-président de l'organisation continentale, a, dans ce qui s'apparente à une reconnaissance de facto des résultats officiels proclamés par la Cour constitutionnelle, remis aux calendes grecques l'organisation de ladite mission. Signal important de la disposition des partenaires internationaux à reconnaître ces résultats, Félix Tshisekedi a également eu en marge de ce sommet des entretiens avec le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères Federica Mogherini.

Ce volontarisme a, d'autre part, permis à la RDC d'engranger une série de succès diplomatiques notables. Kinshasa a réussi en quelques mois à apaiser ses relations bilatérales avec plusieurs pays voisins, à s'impliquer dans la médiation de crises au niveau continental et à obtenir des postes importants au sein d'organisations régionales africaines. Ce Policy Brief vise à analyser les fondements de cette nouvelle approche en matière de politique étrangère ainsi qu'à établir un bilan des actions entreprises par la RDC sur le plan extérieur depuis la prise de fonction du président Tshisekedi.

FONDEMENTS ET OBJECTIFS DE LA NOUVELLE VISION EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Félix Tshisekedi a fait de la refonte de la politique étrangère de la RDC un axe important du programme de réformes qu'il a promis de mener durant son quinquennat. Le président congolais a ainsi pris des engagements forts sur cette question lors de la campagne électorale qui a mené à son élection en 2018. Le pilier 5 de son programme électoral a fixé pour objectif de « réhabiliter et redorer l'image de la diplomatie » en tant qu'action visant le renforcement de la bonne gouvernance en RDC. Cette volonté de « réhabiliter » la diplomatie congolaise s'est clairement articulée à travers la formulation et la présentation d'une nouvelle conception de l'action diplomatique de la RDC. Le président a ainsi décliné cette nouvelle vision dans deux importants discours. D'abord, celui d'investiture, prononcé le 24 janvier 2019, qui a été l'occasion de présenter les grandes lignes de ce que sera l'action de l'Etat sur le plan extérieur tout au long du mandat. Le chef de l'Etat a souligné lors de cette allocution l'importance de promouvoir l'intégration régionale en tant que levier de développement économique et d'axer la politique étrangère de la RDC sur « une véritable approche de partenariat stratégique au bénéfice de la population congolaise ». Tshisekedi a également mis l'accent sur la nécessité d'engager une politique plus ambitieuse au sein des organisations sous-régionales et internationales dont la RDC est membre. Un signal fort de la volonté de sortir la diplomatie congolaise d'une posture largement perçue comme réactive/défensive sous la présidence Kabila et de donner à la RDC un rôle mieux adapté à son poids démographique, à ses richesses naturelles considérables ainsi qu'à sa position géographique stratégique au cœur du continent. Le deuxième discours, prononcé le 15 février 2019 devant le corps diplomatique accrédité à Kinshasa, a, quant à lui, été l'occasion pour le président de présenter de manière plus détaillée sa vision en matière de politique étrangère ainsi que les objectifs qu'il entend, conjointement avec le gouvernement, réaliser au cours de son mandat. Ces objectifs, détaillés dans le tableau ci-dessous, concernent six grands thèmes : les relations avec les pays frontaliers, les relations entre la RDC et l'Union africaine, les organisations sous-régionales, les relations avec l'Union européenne, la coopération internationale et les relations avec les organismes internationaux.

THÈMES	OBJECTIFS FIXÉS ET ACTIONS DÉFINIES COMME PRIORITAIRES
Relations avec les pays frontaliers	<ul style="list-style-type: none"> • Consolidation de la paix régionale à travers une politique étrangère axée sur le bon voisinage et le dialogue constructif avec les neuf voisins de la RDC.
Relations entre la RDC et l'UA	<ul style="list-style-type: none"> • Engager une politique plus ambitieuse au sein de l'UA afin que la RDC puisse contribuer au développement de l'Afrique et à la renaissance africaine. • Finaliser l'adhésion effective de la RDC au protocole créant le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA ainsi qu'aux statuts d'autres organisations sous-régionales (non spécifiées). • Continuer à mettre en application les engagements auxquels la RDC a souscrits au terme de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba du 24 février 2013 et autres traités et accords régionaux (non spécifiés).
Organisations régionales	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer dans les divers domaines de coopération les liens de la RDC dans le cadre de la SADC et de la CEEAC. • Initiation d'une consultation pour la réactivation de la Communauté économique des pays des Grands Lacs. • Etudier la possibilité d'une intégration de la RDC à la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est.
Relations avec l'UE	<ul style="list-style-type: none"> • Redynamiser les relations avec l'UE dans le respect des principes sacro-saints qui fondent l'ONU. • Echange d'ambassadeurs entre la RDC et l'UE. • Finaliser les discussions entamées avec la partie européenne pour la restructuration et la réactivation de la Maison Schengen. • Appel à la levée de sanctions visant certains responsables congolais.
Coopération internationale	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer à plaider pour une plus grande efficacité des mécanismes de coopération au développement avec moins de procédures et conditionnalités. • Améliorer le climat des affaires et créer les conditions idoines pour une meilleure attractivité internationale de la RDC. • Renforcer la coopération Sud-Sud tout en promouvant la coopération triangulaire
Relations avec les organismes internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner le processus de retrait progressif de la MONUSCO en participant pleinement à l'élaboration d'une stratégie de sortie conjointe ainsi qu'à sa transformation progressive dans le cadre du dialogue stratégique. • Plaider pour une reconfiguration, par un redimensionnement qualitatif, des troupes déployées dans le cadre de la MONUSCO. • Poursuivre et intensifier la collaboration avec le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme et autres partenaires. • Intensifier les consultations avec les partenaires techniques internationaux (BAD, institutions de Bretton Woods) pour ce qui est de l'assistance technique dans divers domaines (développement humain, infrastructures, santé, etc.) • Jouer un rôle majeur au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie

Les objectifs énoncés pour chacun des six thèmes s’inscrivent dans la continuité des grandes lignes de la vision exprimée par le président lors de son discours d’investiture. La politique étrangère est ainsi pensée à la fois comme un moyen permettant de projeter une image de la RDC à la hauteur des potentialités importantes du pays mais également comme un instrument incontournable pour la réalisation des engagements pris par le président en termes de sécurité et de développement économique. L’accent mis sur la promotion des relations de bon voisinage et l’intégration régionale répond à cet impératif. Le président, qui s’est engagé dans son programme à pacifier le pays, notamment les provinces de l’Est, ne peut vraisemblablement pas prétendre à la pleine réalisation de cet objectif sans une forte coopération avec certains Etats voisins. La priorisation de l’intégration régionale, manifestée par l’objectif de renforcement de la présence de la RDC au sein des CER et le souhait d’intégrer la Communauté des Etats d’Afrique de l’Est, répond à cette volonté de renforcer les liens avec les Etats voisins et d’améliorer l’attractivité économique de la RDC. Il est également important de noter, et c’est un des principaux points soulignés lors du discours devant le corps diplomatique, l’appel du président au renforcement des relations avec tous les pays désireux de coopérer avec la RDC, en particulier avec « les partenaires traditionnels ». Les contacts initiés pour la normalisation de la relation avec l’Union européenne, après une période marquée par la rupture des contacts et la mise en place par les institutions européennes de sanctions ciblant des responsables congolais, semblent s’inscrire dans le cadre de cette stratégie d’ouverture « sans exclusive » placée au centre de la vision diplomatique du chef de l’Etat. Elle marque un revirement important par rapport à la direction prise par la diplomatie congolaise au cours des dernières années de la présidence Kabila.

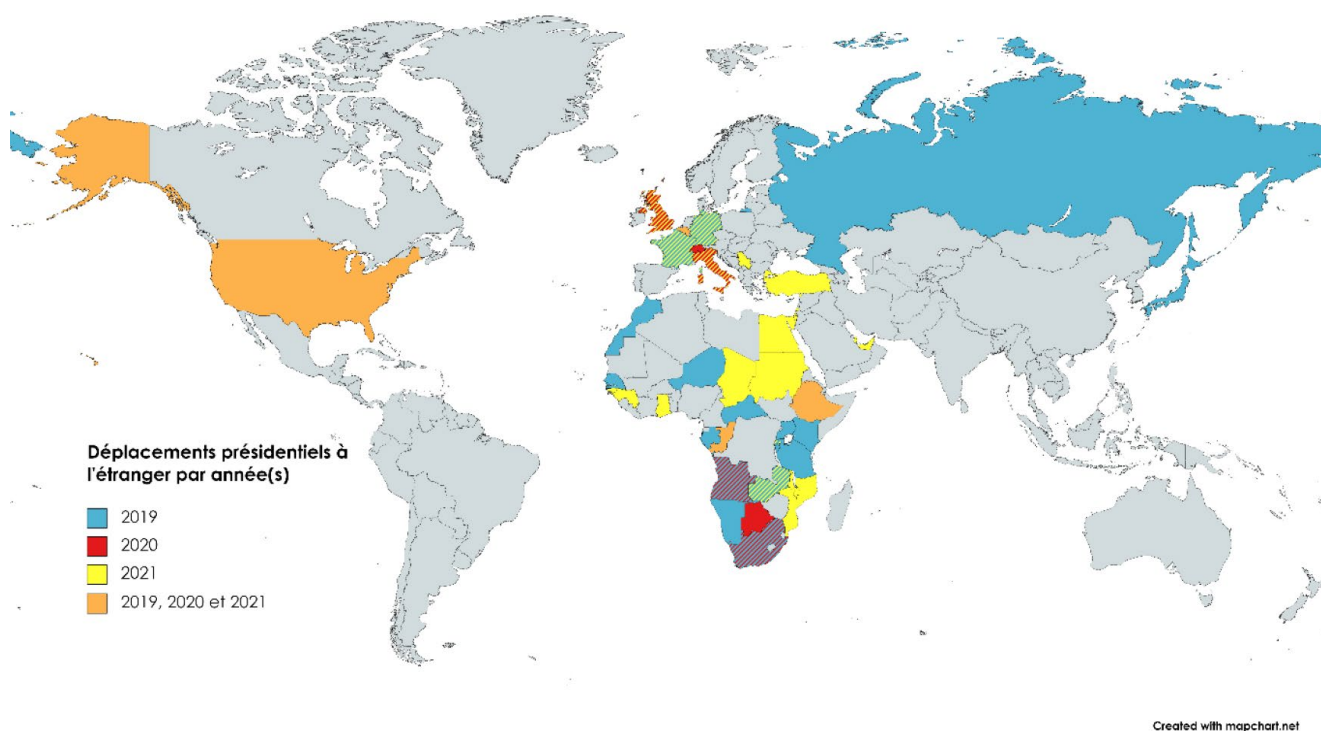
Les grandes lignes de la vision exposée par le président dans ces deux discours fondateurs ont été récemment reprises dans le Plan d’action du gouvernement d’Union sacrée pour la période 2021-2023. Le troisième pilier de ce programme gouvernemental, intitulé « redynamisation de la diplomatie et réhabilitation de l’image de marque du pays », a fixé six principaux objectifs à l’action du gouvernement en matière de politique étrangère. Parmi ces objectifs, il y a lieu de citer le renforcement de la présence de la RDC sur les scènes régionales et internationales, redorer l’image de marque du pays à l’extérieur de manière à accroître sa capacité de négociation, ouvrir davantage la RDC au monde de sorte à créer des opportunités de coopération internationales fructueuses.

INITIATIVES ET BILAN DE LA DIPLOMATIE CONGOLAISE SOUS TSHISEKEDI

L’engagement personnel du président Tshisekedi pour la mise en œuvre de cette nouvelle vision d’ouverture en matière de politique étrangère s’est traduit par l’impulsion d’un nombre important d’initiatives. Le chef de l’Etat s’est engagé, conjointement avec son homologue angolais, João Lourenço, dans la conduite d’une médiation visant la normalisation des relations entre le Rwanda et l’Ouganda. Les tensions entre les deux pays, qui se sont échangé lors des premiers mois de l’année 2019 des accusations de déstabilisation, d’ingérence et d’espionnage, avaient atteint un niveau dangereux menaçant la paix et la stabilité de l’ensemble de la sous-région. Ce processus de médiation, marqué par la tenue d’une série de sommets quadripartites entre les chefs d’Etat des pays concernés, a abouti à la signature d’un mémorandum d’accord largement crédité d’avoir contribué à l’apaisement de la situation et à la reprise des contacts entre les responsables des deux pays. Le concours du chef de l’Etat congolais à cet effort de facilitation est l’expression d’un changement de conception quant au rôle que la RDC doit jouer au niveau de son

environnement régional. Le cap ainsi fixé par le président vise à faire du pays un acteur diplomatique important et un interlocuteur incontournable pour les questions de paix et de sécurité au niveau de la région des Grands Lacs et, plus largement, en Afrique centrale. Une autre initiative présidentielle importante concerne l'initiation d'un réchauffement des relations avec le Rwanda voisin. Les relations rwando-congolaises, marquées par un lourd passif historique commun et les accusations d'ingérence et de soutien aux groupes armés formulées par Kinshasa à l'encontre de Kigali, ont connu plusieurs épisodes de tensions sous la présidence Kabila. Ce climat de défiance mutuelle compliquait fortement, malgré le potentiel important dans plusieurs domaines, les perspectives de coopération entre les deux pays voisins. Une situation que le rapprochement initié par le président a changé de manière visible. L'échange de visites entre les chefs d'Etat et délégations ministérielles des deux pays, le partage de renseignements concernant les groupes armés ainsi que la signature de plusieurs accords de coopération sont des indicateurs de la concrétisation de cette nouvelle dynamique qui s'inscrit dans le cadre de l'objectif de promotion d'une politique régionale fondée sur les principes de bon voisinage.

Un autre aspect visible de cette nouvelle stratégie d'ouverture a été le nombre important de déplacements internationaux effectués par le président Tshisekedi. Celui-ci a en effet effectué pas moins de 54 voyages à l'étranger (voir carte ci-dessous) au cours des trois premières années de sa présidence.



Ces déplacements, critiqués par une partie de l'opinion publique pour leur fréquence et leur coût, auraient eu selon le président des motivations économiques et politiques. Le président a ainsi déclaré lors de son discours sur l'état de la Nation prononcé en décembre 2019 que chacun de ses déplacements est « dicté par des impératifs nationaux ». Il a par ailleurs souligné que ses déplacements constituaient « un prix à payer » pour réaliser un certain nombre d'objectifs de politique étrangère notamment :

-
- la réhabilitation de l'image de la RDC ;
 - la consolidation des relations avec les Etats voisins conformément aux principes de bon voisinage ;
 - la reprise des programmes avec les institutions de Bretton Woods ;
 - la relance du partenariat stratégique avec les Etats-Unis d'Amérique ;
 - La redynamisation de la coopération avec l'Union européenne ;
 - le réchauffement des relations bilatérales avec la Belgique ;
 - la consolidation des liens privilégiés avec la France et,
 - l'établissement de liens économiques avec l'Allemagne.

Le ministre de la Communication, des médias et porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, a récemment affirmé² que les voyages présidentiels ont permis de collecter une somme de 4 milliards de dollars en 2021. La mobilisation de financements et de promesses d'investissements auprès de différents partenaires et bailleurs de fonds est une condition essentielle à la mise en œuvre des piliers économiques du programme d'action du gouvernement d'union sacrée de la nation. Le coût du programme gouvernemental pour les trois prochaines années est ainsi estimé à 36 milliards de dollars, soit un coût annuel moyen de 12 milliards. Or, son financement accuse selon le premier ministre³ « un gap » de 14 milliards de dollars. La reprise des programmes avec le Fonds monétaire international (FMI), érigée par le président en priorité, constitue un grand succès diplomatique pour l'exécutif congolais. Les négociations engagées entre les deux parties ont récemment abouti à la signature d'un accord⁴ portant sur un programme triennal octroyant à la RDC une facilité élargie de crédit à hauteur de 1,5 milliard de dollars. Ces fonds s'ajoutent à l'allocation générale de « droits de tirages spéciaux », autre mécanisme du FMI, chiffrée à environ 1,5 milliard de dollars, approuvée en août 2021. L'obtention d'un appui de la Banque mondiale (BM) au programme de gratuité de l'enseignement primaire à hauteur de 800 millions de dollars semble également s'inscrire dans le cadre de ces efforts de mobilisation des financements.

D'un point de vue politique, ces déplacements ont permis un renforcement des liens et une relance de la coopération, notamment sécuritaire, avec plusieurs pays voisins. Le président Tshisekedi, qui a effectué des visites officielles dans 8 des 9 pays limitrophes de la RDC, a conclu avec ces derniers un nombre important d'accords visant à promouvoir la coopération bilatérale. Le chef de l'Etat a également présenté au cours de ses visites son « plan de rétablissement de la paix » visant à faire de l'intégration régionale un levier de « stabilité et de développement » pour la sous-région et une réponse aux défis sécuritaires posés par l'activité des groupes armés. Le souhait émis par le président Tshisekedi de voir la RDC intégrer la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) procède de cette conception. Le rapport de la mission de vérification de l'EAC en RDC a d'ailleurs récemment obtenu l'approbation⁵ du conseil des ministres de l'organisation pour un examen prochain par les chefs d'Etat des pays membres. Le passage, avec succès, de cette étape augure d'une issue

2. [1] Émission spéciale: RDC: le ministre Patrick Muyaya face aux auditeurs, RFI, 05/11/2021

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/appels-sur-l-actualite/C3%A9/20211105-1-%C3%A9mission-sp%C3%A9ciale-rdc-le-ministre-patrick-muyaya-face-aux-auditeurs>

3. Discours programme du premier ministre, sama lukonde, à l'Assemblée nationale 26/04/2021

<https://www.primature.cd/public/wp-content/uploads/2021/05/DISOURS-DE-SON-EXCELLENCE-MONSIEUR-LE-PREMIER-MINISTRE.pdf>

4. Les Services du FMI ont abouti à un accord de facilité élargie de crédit avec la République du Congo (ou RCD), Communiqué de presse FMI 08/11/2021

<https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/11/07/IMF-Staff-Reaches-Staff-level-Agreement-Extended-Credit-Facility-Arrangement-Republic-Congo>

5. EAC Council of Ministers green-light Report on DRC Verification Mission for consideration by EAC Heads of State 23/11/2021

<https://www.eac.int/press-releases/2288-eac-council-of-ministers-green-light-report-on-drc-verification-mission-for-consideration-by-eac-heads-of-state>

favorable à la demande d'adhésion de la RDC. L'adoption récente par l'EAC du français comme langue officielle de l'organisation est un signal supplémentaire de la disposition de celle-ci à intégrer la RDC en tant que septième Etat membre. Plusieurs responsables congolais ont d'ailleurs publiquement exprimé leur optimisme quant à l'aboutissement prochain de ce processus.

Les déplacements à l'étranger du président sont également, par le choix des destinations, l'expression d'une volonté de travailler à la diversification des partenaires internationaux de la RDC. Les visites officielles effectuées ont concerné à la fois des pays considérés comme des partenaires traditionnels de la RDC (Belgique, France, Etats-Unis, etc.) et des pays avec lesquels les relations sont moins dynamiques. Le président s'est ainsi rendu au Japon, en Russie, en Serbie et en Israël avec pour objectif déclaré de développer les relations bilatérales avec ces pays. Ces visites consacrent le principe « d'ouverture sans exclusive » promu par le chef de l'Etat dans sa vision de politique étrangère.

La manifestation la plus importante de l'activisme diplomatique impulsé par Tshisekedi reste toutefois le renforcement de la présence de la RDC au sein de plusieurs organisations internationales et communautés économiques régionales (CER). Cette dynamisation a été marquée par l'accession de Kinshasa à la présidence de plusieurs organisations régionales. La RDC a ainsi été élue, ce qui constitue une première, à la présidence de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine. L'élection à ce poste stratégique a permis au président Tshisekedi, dans une année où le continent a fait face à plusieurs défis, d'être au centre des décisions de l'organisation continentale. La présidence de l'UA a également été une occasion pour le chef de l'Etat congolais de peser dans la définition des politiques de l'organisation et de porter à l'international le plaidoyer de l'UA, notamment sur les questions liées à la relance des économies africaines post-Covid-19, à l'équité en matière d'accès aux vaccins ainsi qu'à la réforme du Conseil de Sécurité des Nations unies. Le président Tshisekedi a, par ailleurs, voulu faire, comme cela a été le cas pour plusieurs de ses prédécesseurs, de son mandat à la tête de l'UA une occasion pour mettre à l'agenda de l'organisation certaines priorités nationales. Le président a ainsi érigé lors de son discours d'acceptation⁶ la construction du Grand barrage Inga, projet visant à faire de la RDC un des principaux fournisseurs d'électricité au niveau continental, un des neuf piliers de son programme à la tête de l'UA. Ce mandat à la tête de l'UA a d'autre part constitué pour le président une opportunité de mettre en avant la RDC comme interlocuteur important sur les questions de paix, sécurité et climat sur les plans continental et international. Les efforts de médiation dans le différend du Grand barrage de la Renaissance éthiopien entrepris par le président, à travers les visites effectuées dans les trois pays concernés et l'organisation de la première conférence ministérielle sur la question, exemplifient cette ambition portée au plus haut niveau de l'Etat.

La RDC a, en outre, réussi à obtenir, dans le cadre des efforts diplomatiques déployés pour le renforcement de sa présence au sein des CER, la présidence tournante de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) pour la période 2022-2023 et celle de la Communauté Economique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) pour la même période. L'obtention de ces présidences confèrera à la RDC un rôle important dans la conduite d'initiatives de médiation et dans l'examen des principales questions économiques, politiques et sécuritaires de ces deux sous-régions. Elle répond, de surcroît, à la vision du chef de l'Etat visant à capitaliser sur la position géostratégique de la RDC

6. Discours d'acceptation de S.E. M. Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président entrant de l'Union africaine et Président de la République démocratique du Congo à la 34^{ème} Session Ordinaire de la Conférence de l'UA 06/02/2021
<https://au.int/fr/speeches/20210206/discours-dacceptation-de-se-m-felix-antoine-tshisekedi-tshilombo-president-entrant>

au cœur de l'Afrique pour en faire « une sorte de trait d'union entre ces communautés [économiques régionales] du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest »⁷.

L'action diplomatique menée dans le cadre de cette stratégie a permis l'élection d'experts et de diplomates congolais au sein de plusieurs organisations internationales. La RDC a ainsi été élue à la présidence de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, au poste de commissaire à la promotion du Genre, Développement Humain et Social de la CEEAC et en tant que membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations unies. La nomination de la congolaise Nadège Tandu au poste de directrice des ressources humaines de la Commission de l'Union africaine (CUA) constitue une illustration des efforts déployés pour accroître la représentation de la RDC au sein des différentes organisations internationales.

Le volontarisme du leadership congolais en matière de renforcement de la présence de la RDC au sein des organisations internationales n'a toutefois pas toujours été suivi des résultats escomptés. La candidature de la RDC au siège de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2022-2023 a provoqué un véritable bras de fer avec le Gabon. La décision initiale de la RDC de maintenir sa candidature malgré le fait que le Gabon ait été désigné candidat pour l'Afrique centrale par le Conseil exécutif de l'UA, a valu à Kinshasa des accusations de non-respect des textes et décisions de l'organisation continentale alors même que le chef de l'Etat congolais en assurait la présidence tournante. Cet imbroglio a poussé le président à instruire, à quelques jours du vote, un retrait de la candidature congolaise motivé, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, par des considérations de « préservation du climat de fraternité en Afrique centrale ». L'échec des candidatures congolaises aux postes de secrétaire exécutif de la SADC et de secrétaire général de la Zone de Libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sont également des indicateurs de certaines limites de planification dans la nouvelle approche diplomatique de la RDC.

CONCLUSION

La nouvelle vision de politique étrangère promue par le président Tshisekedi a eu, par l'ambition des objectifs fixés et l'engagement fort de l'exécutif pour sa mise en œuvre, un impact indéniable sur l'action diplomatique de la RDC au cours des trois dernières années. Le volontarisme qui a caractérisé l'action de la RDC sur les plans continental et international a permis de briser l'isolement auquel faisait face la RDC et de mobiliser une partie des ressources nécessaires à la conduite du programme de réformes porté par l'exécutif. La politique d'ouverture tous azimuts initiée dans le cadre de cette stratégie, visible notamment dans la fréquence des déplacements du président à l'étranger et dans l'intensification des contacts avec plusieurs pays voisins, a contribué à la promotion du rôle de la RDC en tant qu'acteur régional incontournable sur plusieurs questions d'ordres politique, économique et sécuritaire. Le renforcement de la présence de la RDC au sein des différentes CER et organisations internationales a en outre contribué à l'amélioration du bilan à mi-mandat du président en matière de politique étrangère. Un bilan qu'il convient toutefois de nuancer du fait de l'échec de plusieurs initiatives diplomatiques, le retard dans le paiement de contributions statutaires pour des organisations internationales, l'existence de dysfonctionnements dans la gestion de certaines représentations diplomatiques ainsi que les problèmes liés aux conditions de travail et de prise en charge du personnel

7. RDC : A Kigali, Félix Tshisekedi insiste sur l'importance d'adhérer à l'East African Community, ACTUALITE.CD, 09/12/2019 <https://actualite.cd/2019/12/09/rdc-kigali-felix-tshisekedi-insiste-sur-limportance-dadherer-least-african-community>

diplomatique. Ces défis à caractère opérationnel, à l'origine de la création d'une commission interministérielle⁸, pourraient, s'ils ne sont pas réglés à l'avenir, constituer de véritables obstacles à la réalisation des objectifs fixés dans le cadre de cette nouvelle vision dont la finalité ultime est de faire rayonner la RDC sur le plan international. Il sera à ce titre intéressant d'observer l'évolution, sur le moyen terme, des ressources allouées et des objectifs assignés à l'appareil diplomatique. L'enjeu pour l'exécutif congolais étant de montrer que les récents succès en matière de politique étrangère ne procèdent pas d'un concours fortuit de circonstances, lié au jeu des rotations au sein des organisations et CER, ou de considérations politiques passagères mais bien d'une véritable stratégie de planification en amont.

8. Gestion des diplomates et consuls /Christophe Lutundula, Aimé Boji et Nicolas Kazadi s'engagent à trouver des solutions, La Prospérité, 10/08/2021
<https://laprosperiteonline.net/2021/08/10/nation/gestion-des-diplomates-et-consuls-christophe-lutundula-aime-boji-et-nicolas-kazadi-sengagent-a-trouver-des-solutions/>

Bibliographie :

- Kibangula, T. (2019). Quelle politique extérieure de la RDC derrière les voyages de Félix Tshisekedi ? Groupe d'étude sur le Congo. Retrieved from <http://congoresearchgroup.org/quelle-politique-exterieure-de-la-rdc-derriere-les-voyages-de-felix-tshisekedi/?lang=fr>
- Marc-André Lagrange et Thierry Vircoulon, « RDC : le changement à pas feutrés », Notes de l'Ifri, mai 2020.
- Wolters, S., 2020. La paix dans la région des Grands Lacs: lecture d'une approche régionale. Occasional paper 313. South African Institute of International Affairs.
- Tshisekedi, F. (2019) Allocution à l'occasion de la prestation de serment constitutionnel [Discours]. Kinshasa, République démocratique du Congo.
- Tshisekedi, F. (2019) Adresse au corps diplomatique [Discours]. Kinshasa, République démocratique du Congo.
- Tshisekedi, F. (2019) Allocution à l'occasion de la 32ème session de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine [Discours]. Addis-Abeba, Ethiopie
- Tshisekedi, F. (2019) Discours sur L'état De La Nation. Kinshasa, République démocratique du Congo.
- Communiqué of the High-Level Consultative Meeting of Heads of State and Government on the situation in the Democratic Republic of the Congo <https://au.int/en/pressreleases/20190117/communique-high-level-consultative-meeting-heads-state-and-government>
- Émission spéciale: RDC: le ministre Patrick Muyaya face aux auditeurs, RFI, 05/11/2021 <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/appels-sur-l-actualite/C3%A9/20211105-1-C3%A9mission-sp%C3%A9ciale-rdc-le-ministre-patrick-muyaya-face-aux-auditeurs>
- Discours programme de son excellence monsieur le premier ministre, Sama Lukonde, à l'Assemblée nationale 26/04/2021 <https://www.primature.cd/public/wp-content/uploads/2021/05/DISOURS-DE-SON-EXCELLENCE-MONSIEUR-LE-PREMIER-MINISTRE.pdf>
- Les Services du FMI ont abouti à un accord au niveau des services sur un accord de facilité élargie de crédit avec la République du Congo, Communiqué de presse FMI 08/11/2021 <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/11/07/IMF-Staff-Reaches-Staff-level-Agreement-Extended-Credit-Facility-Arrangement-Republic-Congo>
- EAC Council of Ministers green-light Report on DRC Verification Mission for consideration by EAC Heads of State 23/11/2021 <https://www.eac.int/press-releases/2288-eac-council-of-ministers-green-light-report-on-drc-verification-mission-for-consideration-by-eac-heads-of-state>
- Discours d'acceptation de S.E. M. Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président entrant de l'Union africaine et Président de la République Démocratique du Congo à la 34ème Session Ordinaire de la Conférence de l'UA 06/02/2021 <https://au.int/fr/speeches/20210206/discours-dacceptation-de-se-m-felix-antoine-tshisekedi-tshilombo-president-entrant>
- RDC : A Kigali, Félix Tshisekedi insiste sur l'importance d'adhérer à l'East African Community, ACTUALITE.CD, 09/12/2019 <https://actualite.cd/2019/12/09/rdc-kigali-felix-tshisekedi-insiste-sur-limportance-dadherer-least-african-community>
- Gestion des diplomates et consuls /Christophe Lutundula, Aimé Boji et Nicolas Kazadi s'engagent à trouver des solutions, La Prospérité, 10/08/2021 <https://laprosperiteonline.net/2021/08/10/nation/gestion-des-diplomates-et-consuls-christophe-lutundula-aime-boji-et-nicolas-kazadi-sengagent-a-trouver-des-solutions/>

À propos de l'auteur, Oussama Tayebi

Oussama Tayebi est assistant de recherche au sein de l'Unité d'analyse et de veille stratégique du Policy Center for the New South où il travaille principalement sur les questions liées à l'intégration régionale, à la politique et à la gouvernance en Afrique centrale. Oussama est titulaire d'une licence en Sciences Politiques de l'Ecole de Gouvernance et d'Economie de Rabat et d'un Master en Relations Internationales de Sciences Po Aix.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street Hay Riad 10100 - Rabat

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma



THINK • STIMULATE • BRIDGE